

le Cap-Breton : et le Rév. J. M. Gay, curé de Minudie, est agent pour la Nouvelle-Écosse. Ces quatre agents forment un comité qui, quand toutes les listes et les souscriptions seront reçues, fera le choix d'un député, chargé de composer une adresse qui renfermera tous les noms des signataires, et de se rendre à Rome et de la présenter au Souverain Pontife au nom du peuple acadien. Celui qui inscrira son nom et versera son obole pour defrayer les dépenses du délégué, se fera représenter non-seulement à Rome, mais encore à tous les lieux de pèlerinage, comme Notre-Dames de Lourdes et autres, que le délégué aura l'occasion de visiter. Il aura, en se présentant dans ces lieux, l'intention de représenter les personnes et les familles dont il aura les noms, exposer les besoins de chacun, et demander les mêmes grâces et les mêmes faveurs qu'elles demanderaient elles-mêmes si elles étaient présentes.

Comme il est impossible de communiquer présentement avec les habitants des îles de la Madeleine, le Rév. M. Stanislas Boudreau, de Charlestown, se charge de fournir la liste de leurs noms ; et nous avons tout lieu de croire que leurs contributions ne feront pas défaut.

Nous espérons que chaque paroisse acadienne s'empressera de répondre à l'appel et de prendre part à ce mouvement destiné à faire participer le peuple acadien à la grande fête que la catholicité prépare en l'honneur du successeur de saint Pierre, et que chaque chef de famille se fera un devoir d'inscrire son nom sur la liste des signataires de l'adresse que notre député sera chargé de présenter au Saint-Père au nom de nos nationaux, et de souscrire le petit montant — 25 centimes — exigé de chacun d'eux. Il s'agit, pour le peuple acadien, de donner signe de vie au Saint-Père et de s'attirer les bénédictions du ciel.

VIVE PIE IX !

Le même journal du 29 mars contient ce qui suit :

De différentes localités nous apprenons que la suggestion du Rév. Messire Richard a été bien accueillie par nos nationaux, qui s'organisent et se préparent à prendre part à l'acte de piété filiale, envers le Souverain Pontife, que nos lecteurs connaissent. Des lettres fort encourageantes ont été reçues de Pile du Prince-Edouard et du Cap-Breton; on y travaille activement au succès du projet. Après consultation, les messieurs du comité ont résolu de donner un peu plus de temps, afin que les localités les plus reculées et les moins favorisées sous le rapport des communications puissent prêter leur concours et contribuer leur obole. En conséquence, le délégué qui sera choisi pour aller à Rome ne partira que dans les derniers jours de l'avant-dernière semaine d'avril.

Les paroisses qui veulent s'associer à cette démarche si essentiellement religieuse et nationale voudront bien se hâter de remplir les conditions voulues pour être admises à la participation de l'honneur et du mérite de se faire représenter au Saint-Père.

Nous avons reçu la dépêche suivante :

« Richibonctou, 27 mars.

« A M. E. Robidoux.

« Le mouvement acadien est très-fort dans toutes les localités dont j'ai eu des nouvelles. Un complet succès très-probable.

« S. J. DUCET, PIRE. »

Une autre dépêche contient ce qui suit :

« Bonnes nouvelles. On demande plus de temps. Le délégué ne partira pas avant la fin d'avril, afin d'assurer le succès. Il arrivera encore à temps dans la Ville Éternelle. Si les contributions sont généreuses, un cadeau acadien sera présenté au Saint-Père.

La Congrégation de Sainte-Croix doit présenter au Pape, en mai prochain, à l'occasion de ses Noces d'Or, une superbe petite boîte qui est un vrai bijou, contenant mille piastres en or. Le Très-Rév. Père Sorin, supérieur général, en sera probablement le porteur.

Un Bref du Saint-Père annonce une indulgence plénière à l'occasion du 50e anniversaire de l'épiscopat de Sa Sainteté, « à tous et à chacun des fidèles du Christ des deux sexes qui, le 8 juin de cette année, en assistant, dans quelque église ou oratoire que ce soit, au saint sacrifice de la messe, après s'être confessés dans de vrais sentiments de pénitence et nourris de la sainte communion, prièrent Dieu pieusement pour la conversion des pécheurs, pour la propagation de la foi, pour la paix et le triomphe de l'Église romaine, une indulgence plénière, avec remise de tous leurs péchés, applicable également, par manière de suffrage, aux âmes des chrétiens sortis de cette vie en union par la charité avec Dieu. »

LE PAPE ET LES CATHOLIQUES D'ANGLETERRE

Nous avons parlé, dans notre dernier numéro, de l'allocution prononcée par le Souverain Pontife, au consistoire du 12 mars, à Rome. Pie IX, dans ce discours, invite les catholiques de l'univers entier à se servir de l'influence dont ils peuvent disposer auprès de leurs gouvernements respectifs, afin de décider ceux-ci à s'occuper un peu plus des affaires d'Italie et à

intervenir pour arrêter les progrès de la conspiration qui est montée contre la Religion et contre la Société en même temps. L'auguste vieillard revient souvent, dans ses discours, sur l'état déplorable de la société moderne, et sur les dangers de l'heure présente ; mais nous croyons que ses dénonciations contre les menées de la révolution et de l'impiété n'ont jamais été aussi énergiques que dans cette circonstance. Ce sont les derniers excès du parlement italien qui ont arraché au Pontife universel ce cri suprême d'alarme.

Le pape est le principal gardien et défenseur de la société, de nos jours. L'Église est le principal et presque le seul rempart qui protège encore le monde et la civilisation contre la marée toujours montante du socialisme et de l'impiété. Il faut donc que le danger soit bien grand et le moment bien solennel, pour que Pie IX, ce grand *clairvoyant*, ce prophète de nos jours, fasse entendre cet avertissement, qui a une signification alarmante. La société s'en va à l'abîme, semble-t-il dire, et le temps est venu pour les vrais croyants de se former en bataillon serré pour la grande lutte.

Les nations et les gouvernements, en vahis par l'athéisme et le matérialisme, comprendront-ils cet avertissement du représentant de Dieu sur la terre ? Ce n'est pas du pouvoir temporel des papes qu'il s'agit cette fois, mais du sort de toute la société. Les gouvernements, qui s'attendrissent sur le sort de l'Islamisme menacé dans sa puissance, et qui ont vu avec indifférence le vol de Rome par Victor-Emmanuel, se réveilleront-ils de leur fatal engourdissement à la voix du chef de la chrétienté qui leur signale aujourd'hui le danger qui les menace eux-mêmes ?

La première réponse à l'appel du pape est venue d'Angleterre. L'Union Catholique de Londres, qui a pour président le duc de Norfolk, a protesté solennellement, dans une de ses dernières séances, contre le *bill* du parlement italien sur les *abus du clergé*. Les catholiques anglais ont ainsi donné un noble exemple. Cette démarche de leur part offre une nouvelle preuve de la force et de la vigueur toujours croissantes du catholicisme dans le Royaume-Uni. Nos co-religionnaires d'Angleterre exercent déjà un contrôle considérable sur les affaires publiques dans ce pays, un des principaux foyers du protestantisme, et ils sont disposés à s'en servir suivant les vues de l'Église.

L'Union Catholique de Londres compte parmi ses membres cinquante députés et quarante pairs, soit un personnel de quatre-vingt-dix membres dans les deux Chambres. On s'attend à voir bientôt ces députés ou lords protester au sein même du parlement contre la persécution dont l'Église est l'objet en Italie. Une dépêche annonce que les députés catholiques anglais doivent adresser une adresse au pape à l'occasion de la fête du 5 juin prochain.

Nous lisons à ce sujet dans une correspondance anglaise :

Il faut rendre cette justice aux députés, que plusieurs d'entre eux ont déjà voulu, depuis 1870, protester au sein du parlement contre les iniques spoliations de l'Église, mais on les en a dissuadés en mettant en avant le peu d'inclination des hautes autorités ecclésiastiques à mettre à l'ordre du jour des questions brûlantes.

Toutefois, cette politique du silence n'a pas réussi, car chaque jour nous apporte la nouvelle de vexations et confiscations des établissements pieux à Rome de nationalité anglo-irlandaise.

On parle aussi d'une députation anglaise au Vatican pour le jubilé pontifical. Les *Evénements de Marie*, de Londres, sous la présidence de la marquise de Lothian, préparent une adresse et une offrande pour la même occasion.

Il y a quelques jours, M. Owen Lewis, député catholique, a interpellé le gouvernement sur les persécutions russes au diocèse de Chelm. M. Bourke, secrétaire de l'intérieur, en désavouant toute connaissance détaillée et officielle des faits, a cependant ajouté que l'an passé on a reçu un rapport à peu près semblable de cruautés commises dans la Pologne russe.

Quel changement, en moins d'un demi-siècle, dans ce pays, jadis si hostile à toute idée catholique, et d'où l'on voit partir aujourd'hui la première réponse à l'appel du pape, comme si les catholiques d'Angleterre voulaient ravir à la France son titre de première nation chrétienne et de

filie-ainée de l'Église ! Le catholicisme a donc droit de cité maintenant en Angleterre. Il y est reconnu et respecté, et il a déjà rallié à ses dogmes une partie notable de l'aristocratie. Les catholiques anglais semblent vouloir reprendre pour eux le titre de *défenseurs de la Foi*, donné autrefois l'un de leurs rois par le Pape.

A. G.

CORRESPONDANCE EUROPÉENNE

Paris, le 14 mars 1877.

— Où est Victor Hugo ? Qu'est devenu Victor Hugo ? Avez-vous vu Victor Hugo ? Dites à Victor Hugo de se hâter ! Tels étaient les propos que l'on entendait samedi dernier, le 10 mars, dans les couloirs, dans la salle des séances, et jusque dans les tribunes du Sénat de Versailles. Les lecteurs canadiens ignorent peut-être que cette auguste assemblée, le jour-là, l'élection du sénateur inamovible, qui devait prendre le fauteuil de feu le général Changarnier. Les votes étaient précieux, les instants comptés, et l'heure filait, filait avec une impitoyable rapidité, mais Victor Hugo n'arrivait pas.

Depuis plusieurs jours les journaux chauffaient à blanc le zèle de leurs partisans, pour rallier les différents groupes, les uns à la candidature conservatrice de M. Dupuy de Lôme, ingénieur bonapartiste, très en faveur sous l'Empire, et les autres à la fortune de M. André, banquier républicain, et l'un des directeurs de la Banque de France.

Sur 294 sénateurs, encore vivants, 283 étaient sous les armes, au poste de combat. Des malades, des gouteux, des paralytiques transportés à Versailles en chaise à porteurs, tous y étaient. Il ne manquait que les absents à l'étranger, et les mourants et les malades *serieurs*, comme Canrobert, qui, quoique souffrant d'une violente attaque de goutte, voulait s'y rendre malgré son médecin.

Je n'aurais pas voulu manquer cette occasion de voir défiler les sénateurs, un à un, devant le président, pour déposer dans l'urne leur bulletin de votation et une boule de présence. Le scrutin commença à 3 heures et quart, et resta ouvert jusqu'à 4 heures et demie. Le général Ladmirault, gouverneur de Paris, donna son vote le premier, et l'opération se continua jusqu'à quatre heures et cinq minutes. Tous les sénateurs présents avaient voté. Seul Victor Hugo n'avait pas encore fait son apparition. A quatre heures vingt-cinq minutes, M. d'Audiffret-Pasquier prévint le Sénat que le scrutin serait fermé dans cinq minutes. Les gauches, qui savaient que l'élection dépendait d'une voix, demandaient à *Sœur Anne si elle ne voyait rien venir*. Et la bonne sœur répondait : « Je ne vois que la droite qui foudroie et Littré qui larroie. »

Quatre heures et demie. Le duc d'Audiffret-Pasquier se lève, informe les sénateurs que le scrutin est fermé et les invite à passer dans leur chambre pour en faire le dépouillement. Et Victor Hugo n'était pas arrivé !

J'étais aussi désappointé que M. Simon ou M. Littré, car, enfin, je voulais bien le voir, ce grand poète. Il manquait à ma collection : d'autant plus que M. Hugo n'apparaît au Sénat qu'à de rares intervalles, pour faire quelque motion d'amnistie complète, ou pour une élection d'inamovible. Hors de là, le maître n'entretient que peu ou prou de commerce avec les pauvres mortels, qui n'ont pas, comme lui, leurs petites entrées chez les divinités de l'Olympe. Je commençais à me consoler en lognant la binette de M. Littré, qui, lui aussi, néglige le Sénat pour ses études.

Mgr. Dupanloup a déjà fait suffisamment connaître M. Littré dans ses doctrines, pour que je sois dispensé de vous parler de l'auteur du grand Dictionnaire de la langue française, à ce point de vue ; mais au physique, je vous dirai, entre nous, que je n'ai jamais vu d'homme plus laid que ce grand savant, et se rapprochant plus par sa conformation du singe, dont il prétend nous faire descendre. A le re-

garder attentivement, on le croit facilement, quant à lui, du moins. Petit, maigre comme une lame de couteau, le corps emprisonné dans une grande redingote noire, un nez croché orné d'une paire de lunettes, le chef couvert d'une toque en velours, à gros gland, de laquelle tombent sur ses joues creuses de longues mèches de cheveux plats, encore noirs, le teint qui convient à un savant, qui passe des années avec des bouquins, sans voir le soleil ; mal rasé, col presque ecclésiastique, mouchoir à carreaux, en coton jaune et rouge, dont il se sert souvent, ne levant jamais les yeux du livre ou de la brochure qui garnit toujours ses poches, ne parlant jamais à la tribune, m'a-t-on dit : tel m'est apparu M. Littré.

Mais mon attention est attirée d'un autre côté. Voilà M. Victor Hugo qui arrive tout essoufflé, en veston et son chapeau à la main. Il est quatre heures et trente-trois minutes. M. Hugo monte à la tribune, et glisse à l'un des secrétaires son bulletin. Le fait serait peut-être passé inaperçu, quand M. le vicomte de Lorgeril crie à pleins poulmons, pour attirer l'attention du président : « Le scrutin est fermé. » La droite fait chorus, et M. de St. Valier rend le bulletin à M. Hugo, qui demande au président la permission de voter, laquelle lui est refusée. Le grand poète redescend avec son chapeau et son bulletin et se rend au milieu de ses amis, qui sont loin de le consoler. Bien au contraire. A leur gymnastique, nous voyons qu'ils ne se gênent pas et qu'ils répètent, pour la centième fois peut-être, à M. Victor Hugo, qu'il ne fait rien comme les autres, et que la conséquence va leur être communiquée dans cinq minutes. Il reste seul. Les amis sont furieux, en attendant l'arrêt du scrutin.

Les scrutateurs font leur rentrée au milieu du silence. M. Hugo tombe, plutôt qu'il ne s'assied dans son fauteuil, et le président donne un coup de clochette et annonce le résultat de la votation :

Nombre de votants	283
Majorité absolue	142

Pour M. Dupuy de Lôme	142
“ “ André	140
“ “ Grandperret	1

283

M. Dupuy de Lôme est en conséquence déclaré élu. Si M. Hugo eût voté pour M. André, le nombre des votants était porté à 284 ; alors, la majorité absolue aurait été de 143, et personne n'ayant ce total, il aurait fallu recommencer. Et comme il y a toujours des déplacements au second tour, les républicains auraient peut-être réussi.

Mais ce qui est le plus abracadabrante dans tout cela, c'est que les journaux radicaux, qui sont furieux du résultat, n'osent pas en rejeter la responsabilité sur M. Hugo. Au contraire, on glisse sur l'incident et, une fois de plus, on prouve la véracité du proverbe : *Les absents ont toujours tort*. C'est la faute du général Chanzy, gouverneur de l'Algérie, sénateur, qui n'a pas laissé son commandement pour venir jeter son vote à M. André, si M. Dupuy de Lôme a été élu, *inlibitum*. On ne parle de rien moins que de le rappeler.

Ces messieurs des gauches ont beau s'agiter, il est un fait consolant pour les honnêtes gens en France, c'est que la majorité du Sénat est conservatrice, et ce corps vient d'en donner, en différentes occasions, des preuves éclatantes. Cette situation alarme les républicains et paralyse leurs mouvements anti-sociaux. La Chambre, qui, malheureusement, compte une petite majorité républicaine, n'ose pas lâcher les rênes à ses tendances et à ses aspirations, sûre qu'elle est de voir ses mesures arrêtées et renvoyées par le Sénat. Aussi, depuis le dernier échec éprouvé dans le bulletin du successeur du général Changarnier, qui était lui-même fidèle conservateur et qui ne parlait jamais de la république sans l'appeler la *quese*, depuis cet échec, dis-je, les journaux républicains ont commencé une croisade violente contre le Sénat et ne demandent rien moins que sa dissolution.